

sert pour perfectionner ses méthodes de pêche. Il est notoire que les chalutiers et les capitaines de la flotte de pêche de l'URSS considèrent les publications du service de recherches du ministère comme leur bible pour l'exploitation de nos pêcheries de haute mer. Il est regrettable que nos gens engagés dans l'industrie de la pêche ne fassent pas de même et que notre industrie de la pêche ne suive pas avec autant d'intérêt l'activité de l'Office.

Le ministre a fait mention de la farine de poisson, destinée à l'alimentation de l'homme. Je pense que l'on devrait déployer une activité beaucoup plus considérable dans ce domaine, c'est-à-dire transformer des produits de la pêche, que les gens ne mangent pas volontiers parce qu'ils ne les trouvent pas assez exotiques, et de transformer également ces produits que les usines de transformation considèrent ni plus ni moins de nos jours comme des déchets. Ces produits devraient être transformés en concentrés de protéines destinés à la consommation humaine. L'Office devrait aussi étudier les possibilités de transformation de la flore marine, qui pourrait devenir un produit de consommation pour l'homme, puisqu'elle constitue elle aussi une source d'alimentation.

Nous devrions songer aux époques à venir, où la production et la consommation de poisson dans le monde sera peut-être le double ou le triple de ce qu'elle est maintenant, dépassant peut-être 100 millions de tonnes par année, chiffre qui nous aurait paru inconcevable il y a une dizaine ou une douzaine d'années. Le programme du ministère et du gouvernement devrait être dirigé dans ce sens; il y aurait lieu d'établir une planification en ce qui concerne nos placements dans les pêcheries, les prises de poisson, la transformation et la distribution des prises, de façon que nous demeurons, dans les années à venir, une puissance mondiale de premier plan dans l'industrie de la pêche. Nous le sommes présentement mais nous perdrons ce titre si nous continuons à agir au jour le jour et à ne prévoir qu'un an à l'avance.

Nous devrions également stimuler l'établissement plus intense de piscicultures artificielles ou réalisées par l'homme. Même si l'idée ne nous sourit pas, je crois que, dans l'avenir, les lacs, les rivières et les eaux en général serviront à beaucoup plus d'usages. Nous constaterons que les produits parasitocides, les insecticides, les égouts et les souillures qui proviennent des industries, des cités et des villes augmenteront avec le temps et anéantiront un certain nombre des frayères naturelles qui existent dans nos lacs et ailleurs.

J'étais donc très heureux lorsque le ministre, le sous-ministre et une couple d'autres fonctionnaires, dont M. Pritchard qui me vient à l'esprit, ont comparu l'autre jour devant le comité sur les aliments et drogues où l'on a traité des effets des insecticides et des produits parasitocides sur la faune aquatique et les pêcheries. Toutefois, en raison de la complexité du sujet à l'étude, je ne crois pas que le comité puisse faire des recommandations scientifiques et techniques d'importance dans ce domaine spécialisé.

Si je peux m'écarter brièvement du sujet, il s'agit là d'un comité qui, peut-être plus que tout autre comité permanent ou spécial de la Chambre, devrait se voir pourvu d'un abondant personnel de recherches afin de pouvoir s'occuper des différents renseignements scientifiques et techniques qui lui parviennent, les analyser et, ainsi, pouvoir formuler des recommandations appropriées. Sans un tel personnel spécialisé, une grande partie des travaux du comité deviendront stériles.

Comme je l'ai mentionné antérieurement, nous devons intensifier nos relations avec les autres pays dans le domaine des conventions internationales sur les pêcheries. Nous devons également songer à promouvoir l'expansion de nos écoles de pisciculture et à encourager un plus grand nombre de personnes à s'orienter vers la recherche scientifique dans ces domaines qui se rapportent à la mer, à la faune et à la végétation sous-marines. Si nous faisons cela, si le ministre en tient compte lorsqu'il élaborera des politiques tant à longue échéance qu'à court terme et s'il prend des mesures pour donner suite à ces recommandations, le Canada continuera d'être aux premiers rangs parmi les pays où les pêcheries sont une industrie nationale.

En terminant, j'aimerais faire une recommandation. A l'instar des pêcheurs, j'ai autant d'admiration que de respect pour les fonctionnaires et les savants qui sont au service du ministère des Pêcheries. Ils font une excellente besogne. Nous aimerions qu'ils continuent dans le même sens et qu'on leur donne les fonds et les directives dont ils ont besoin pour poursuivre leur tâche admirable.

**M. Patterson:** Monsieur le président, je me propose de suivre l'exemple des préopinants et d'être relativement bref, mais ce n'est pas parce que le ministère des Pêcheries ou l'industrie de la pêche ne revêtent qu'une importance secondaire au Canada. Bien au contraire. Malheureusement, je crains que trop de Canadiens ignorent la valeur réelle de cette industrie, non seulement pour les centaines de personnes qui sont directement en cause, mais aussi pour les provinces qui sont dotées de pêcheries, et pour l'ensemble de l'économie nationale.